

Paris, le 20 avril 2017

Stanislas Jourdan  
Coordinateur de campagne  
Quantitative Easing for people

Monsieur,

Vous avez sollicité Jean-Luc Mélenchon à propos de la politique monétaire de la BCE. Nous vous en remercions.

La Banque centrale européenne, chargée de décider la politique monétaire en zone euro, souffre d'un profond déficit démocratique. Son « indépendance » est consacrée par les traités européens, ce qui signifie qu'elle n'a de compte à rendre ni aux citoyen-ne-s ni à leurs représentant-e-s élu-e-s. Son président, Mario Draghi, est un ancien de la banque d'affaires Goldman Sachs : la BCE, si elle est indépendante des peuples, ne l'est donc pas des marchés financiers. Ainsi, le programme de rachat d'actifs mené par la BCE, qui consiste à déverser plusieurs dizaines de milliards d'euros chaque mois sur les marchés financiers, ne finance pas l'économie réelle : il profite essentiellement aux spéculateurs et aux plus riches, et prépare la prochaine crise financière.

La politique monétaire est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux mains des banquiers. Elle doit être mise au service du peuple ; c'est pourquoi nous voulons mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne, dans le cadre d'une renégociation des traités européens.

Dans cette perspective, nous soutenons l'exigence d'une plus grande transparence des activités de la BCE et du reste de l'Eurosystème, et en particulier la publication du bilan détaillé de l'Eurosystème, qui permettrait de connaître la liste des titres financiers achetés. La transparence est une condition nécessaire pour l'exercice d'un contrôle démocratique effectif.

Nous voulons également réorienter la création monétaire en faveur du plein emploi, selon des objectifs sociaux et écologiques, plutôt que de l'injecter dans des circuits purement financiers et spéculatifs. De ce point de vue, nous soutenons l'idée d'introduire des critères sociaux et environnementaux dans le processus de sélection des obligations achetées par l'Eurosystème.

Cependant, nous pensons qu'un tel changement est insuffisant et qu'il faut aller plus loin. En effet, même en introduisant ces critères, seules les grandes entreprises auraient un accès au financement de la BCE, car elles seules sont en capacité d'émettre des obligations. Nous pensons qu'il faut également aider au financement des PME qui respectent les objectifs sociaux et écologiques décidés démocratiquement.

**La France  
insoumise**

**jlm2017.fr**

Jean-Luc  
**MÉLENCHON**

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

C'est pourquoi nous voulons que la BCE finance également les banques d'investissement nationales et, en France, la Banque publique d'investissement (BPI), qui seront ensuite chargées de mettre à disposition des PME les crédits dont elles ont besoin.

En outre, nous voulons mettre fin à l'interdiction du financement public par la BCE. Il s'agit de retirer aux marchés financiers le pouvoir exorbitant dont ils disposent actuellement sur le financement de l'État, et qui sert à justifier les politiques d'austérité, les coupes dans les services publics et la protection sociale. Nous voulons enfin qu'il soit interdit à la BCE de couper les liquidités à un État membre, comme elle l'a fait en Grèce en 2015, en totale violation des droits démocratiques du peuple grec.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous invite également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise